



Groupe Lucibel

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014



SOMMAIRE

1. Rapport semestriel d'activité.....	3
2. Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2014	9
1. Comptes de résultat	10
2. Etats du résultat global.....	10
3. Etats de la situation financière	11
4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés.....	12
5. Tableaux des flux de trésorerie consolidés	13
6. Annexes aux comptes consolidés semestriels	14
3. Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2014.....	39

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

EVENEMENTS DU 1ER SEMESTRE 2014 ET INCIDENCE SUR LES COMPTES

Les faits marquants du semestre écoulé sont les suivants :

- Engagement du processus d'introduction en bourse de la Société en vue de la levée des fonds nécessaires au financement de la croissance organique du Groupe, en France et à l'international, à la poursuite de sa stratégie d'acquisitions ciblées et au renforcement de ses capacités d'innovation. Ce processus a abouti à la clôture, en juillet 2014, d'un placement privé de 7,6 millions d'euros auprès d'investisseurs qualifiés français et internationaux et avec le support des actionnaires institutionnels existants de Lucibel (Aster Capita et CM-CIC Capital Innovation), ainsi qu' à la conversion en actions de la totalité des 1,2 million d'obligations convertibles émises en décembre 2013, préalablement à l'admission le 16 juillet 2014 des actions de la Société sur le marché Alternext Paris (*Cf note 31 Evénements post-clôture des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2014*). L'ensemble de ces opérations a contribué au renforcement des fonds propres de Lucibel SA à hauteur de 17,1 millions d'euros ;
- poursuite des investissements sur le marché des solutions d'éclairage LED, concentrés sur l'innovation et le développement produits ainsi que l'élargissement des réseaux de commercialisation en France et à l'international ;
 - o renforcement significatif des moyens humains au niveau technique, marketing et commercial, visant à accompagner le développement du périmètre d'activités de la Société ;
 - o création en avril 2014 d'une nouvelle filiale de distribution du groupe au Maroc (Casablanca), Lucibel Africa, afin d'organiser et de développer la commercialisation des produits et solutions du Groupe sur le continent africain ;
- enfin, conclusion en mai 2014 d'un accord de principe avec le groupe Schneider Electric en vue du développement par Lucibel sur le site de Schneider Electric situé à Barentin (Haute-Normandie) d'une activité de développement, de production et d'assemblage de solutions LED à forte valeur ajoutée, destinées aux clients européens du Groupe. Cet accord a conduit à la constitution en juin 2014 de la filiale Lucibel Barentin, détenue à 100% par la Société et qui sera en charge de l'exploitation de ce site d'expertise LED.

ACTIVITE DU GROUPE

Présentation des comptes au 30 juin 2014

Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2014 du Groupe Lucibel (« le Groupe ») ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 11 septembre 2014.

En K€ (données consolidées IFRS, non auditées)	S1 2014	S1 2013
Chiffre d'affaires	12 012	8 954
Résultat opérationnel courant	(4 756)	(3 167)
<i>dont EBITDA [1]</i>	<i>(3 611)</i>	<i>(2 375)</i>
EBIT [2]	(4 798)	(3 247)
Résultat net	(4 698)	(3 335)

[1] EBITDA = résultat opérationnel courant retraité des éléments de charges et de produits non monétaires (notamment les dotations nettes aux amortissements et provisions et les paiements en actions)

[2] EBIT = résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entités mises en équivalence et avant charges financières et impôt sur les sociétés

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 12 012 K€ au 30 juin 2014, en progression de 34% par rapport à 2013.

L'analyse du chiffre d'affaires selon la zone géographique des clients facturés s'établit comme suit :

En K€ (données consolidées IFRS, non auditées)	S1 2014	S1 2013
Chiffre d'affaires	12 012	8 954
dont France	10 592	6 382
dont International	1 420	2 572

Forte croissance des ventes en France

En France, l'activité du premier semestre 2014 a été marquée par une croissance de 66% du chiffre d'affaires, qui a ainsi atteint 10 592 K€ contre 6 382 K€ au premier semestre 2013. L'ensemble des branches commerciales B2B du Groupe ont contribué à cette performance, ce qui démontre la pertinence de l'approche «solutions» développée par Lucibel à destination des segments du marché professionnel pour lesquels la technologie LED apporte une valeur maximale. Intégrée au périmètre du Groupe suite à son rachat en date du 31 décembre 2013, la société Procédés Hallier, spécialisée dans l'éclairage de musées et boutiques de luxe, a contribué à hauteur de 1 408 K€ au chiffre d'affaires du premier semestre 2014.

Activité à l'international ralentie principalement par le désengagement d'une activité de négoce de produits en marque blanche

En K€ (données consolidées IFRS, non auditées)	S1 2014	S1 2013
Chiffre d'affaires International	1 420	2 572
dont Afrique – Moyen Orient	740	790
dont Europe et reste du monde	420	1 605
dont Asie Pacifique	260	177

L'activité à l'international présente un profil plus contrasté mais conserve tout son potentiel de croissance grâce à l'étendue du réseau de Lucibel. D'une manière générale, l'activité des filiales internationales du Groupe reste soumise à une forte volatilité d'un semestre à l'autre, compte tenu de leur taille encore modeste. De plus, le Groupe a engagé courant 2013 l'arrêt progressif de son activité de négoce de produits en marque blanche, réalisée pour l'essentiel auprès de clients européens, afin de se concentrer sur la distribution de produits sous marque Lucibel. Cette évolution logique se traduit par un chiffre d'affaires en contraction sur la zone Europe hors France, qui est passé de 1 605 K€ au premier semestre 2013 à 420 K€ au premier semestre 2014, mais permet une amélioration significative du taux de marge.

La filiale Lucibel Middle-East, créée courant 2013, poursuit en revanche son développement rapide avec une croissance de 60% de son chiffre d'affaires qui a atteint 596 K€ au premier semestre 2014.

Au total, les ventes à l'international ont représenté au premier semestre 2014 un chiffre d'affaires de 1 420 K€ contre 2 572 K€ pour la même période en 2013, en baisse de 45%.

Progression significative de la marge brute, augmentation des dépenses opérationnelles en ligne avec l'extension du périmètre du Groupe

En K€ (données consolidées IFRS, non auditées)	S1 2014	S1 2013
Marge brute	5 563	3 077
<i>en % du CA</i>	<i>46,3%</i>	<i>34,4%</i>
Charges opérationnelles	10 319	6 245
Résultat opérationnel courant	(4 756)	(3 168)
<i>dont EBITDA</i>	<i>(3 611)</i>	<i>(2 375)</i>
Autres produits et charges opérationnelles	(6)	(45)
Part dans le résultat des entités mises en équivalence	(36)	(35)
EBIT	(4 798)	(3 248)
Résultat financier	(750)	(98)
Impôt sur les sociétés	850	10
Résultat net	(4 698)	(3 335)

Sous l'effet conjugué de la croissance des ventes des produits de nouvelle génération, de l'optimisation des process industriels du Groupe et de l'intégration des nouvelles activités acquises en 2013, le taux de marge brute de Lucibel a atteint 46,3% au premier semestre 2014 contre 34,4% au premier semestre 2013, soit une progression très sensible de près de 12 points.

Lucibel a généré un EBITDA de -3 611 K€ au premier semestre 2014, reflétant la phase d'investissement et de structuration du Groupe, indispensable à l'atteinte de ses ambitions de développement. La progression des dépenses opérationnelles est la conséquence en particulier de l'extension significative du périmètre du Groupe, qui a successivement intégré l'année passée les sociétés Cordel (à compter du 1er mars 2013) puis Procédés Hallier (au 31 décembre 2013). Lucibel a également renforcé ses compétences et ressources en termes de fonctions centrales, en prévision des enjeux liés à sa croissance. L'effectif du Groupe s'établit désormais à 210 personnes au 30 juin 2014.

Compte tenu des dotations aux amortissements et provisions et autres produits et charges, le résultat opérationnel (EBIT) s'établit à -4 798 K€. Après prise en compte des charges financières (intérêts des emprunts bancaires et obligataires) et d'un produit d'impôt différé lié à l'acquisition de Cordel et à son intégration fiscale avec Lucibel SA à effet au 1^{er} janvier 2014, le résultat net du Groupe s'élève à -4 698 K€ pour le premier semestre 2014.

Comparabilité des exercices

Les comptes intermédiaires pour la période du premier janvier au 30 juin 2014 ne sont pas comparables avec les comptes de la même période 2013 en raison des opérations de croissance externe intervenues en 2013 (Cordel au 1er mars 2013 et Procédés Hallier le 30 décembre 2013),

Une situation financière renforcée en prélude à l'admission des titres sur Alternext

Le total du bilan consolidé s'établit à 31 171 K€ au 30 juin 2014 contre 34 459 K€ au 31 décembre 2013 et se décompose comme suit :

En K€(données consolidées IFRS, non auditées)	30.06.2014	31.12.2013
Actifs non courants	12 884	12 101
Actifs courants	15 131	13 052
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 156	9 306
Total des actifs	31 171	34 459

En K€(données consolidées IFRS, non auditées)	30.06.2014	31.12.2013
Capitaux propres	1 331	4 486
<i>dont Capital social</i>	<i>6 326</i>	<i>6 255</i>
Passifs non courants	16 097	16 307
<i>dont Emprunt obligataire convertible en actions</i>	<i>9 702</i>	<i>9 125</i>
<i>dont Emprunts et dettes financières</i>	<i>4 769</i>	<i>5 491</i>
Passifs courants	13 743	13 666
<i>dont Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)</i>	<i>2 965</i>	<i>3 254</i>
<i>dont Fournisseurs et comptes rattachés</i>	<i>5 091</i>	<i>3 694</i>
Total des passifs	31 171	34 459

Renforcement des actifs non courants notamment incorporels (R&D, marques, clientèle)

Au 30 Juin 2014, le total des actifs non courants s'établit à 12 884 K€ contre 12 101 K€. L'augmentation de ce poste est imputable à l'affectation définitive de l'écart d'acquisition lié à Cordel et aux investissements réalisés en matière de développement produits et d'innovation.

Maîtrise du Besoin en fonds de roulement (« BFR ») en dépit d'une hausse des stocks liés aux nouveaux produits et en prévision de la croissance

La réduction du poste clients (753 K€) et l'augmentation des dettes fournisseurs (1 226 K€) (notamment en raison de l'augmentation des délais de paiement fournisseurs moyens) tels qu'ils apparaissent retraités dans le tableau des flux de trésorerie ont permis de compenser l'augmentation des stocks (1 967 K€), en contribuant ainsi à la maîtrise du BFR d'exploitation sur le premier semestre 2014.

Renforcement des fonds propres post-clôture à hauteur de 17,1 M€

Après déduction de la perte nette du premier semestre, les fonds propres du Groupe s'élevaient à 1 331 K€ au 30 juin 2014.

Ces fonds propres ont été renforcés, préalablement à l'admission des titres de Lucibel sur Alternext Paris le 16 juillet 2014, à l'issue des deux opérations suivantes sur le capital de Lucibel SA ;

- clôture d'un placement privé à hauteur de 7 637 K€ (prime d'émission incluse) ayant donné lieu à l'émission de 535.939 actions au prix de 14,25€ par action ;
- et conversion de la totalité des obligations convertibles en actions émises en décembre 2013, à hauteur de 9 517 K€ dans les comptes sociaux avant retraitement en juste valeur (aucune incidence en trésorerie), ayant conduit à la création de 684.432 actions nouvelles au prix de 13,90€ par action.

A l'issue de ces opérations, le capital social de Lucibel SA s'établit à 7 546 K€ en base non diluée, composé de 7 546 201 actions de valeur nominale de 1€ par action.

Endettement

Au 30 juin 2014, le poste « *Emprunts et autres dettes financières* », hors emprunt obligataire convertible en actions, s'établit à 7 734 K€ contre 8 745 K€ au 31 décembre 2013. Au cours du semestre écoulé, les principales variations sont liées au remboursement en juin 2014 de l'échéance annuelle des emprunts contractés auprès des banques Crédit Maritime et BCME ainsi qu'à la baisse du recours à l'affacturage. Le Groupe n'a pas contracté de nouveaux emprunts depuis le premier janvier 2014.

La conversion des obligations convertibles en juillet 2014 a contribué au désendettement du groupe sur le second semestre 2014.

Commentaires sur les principaux risques et incertitudes

Dans leur ensemble, les facteurs de risques mentionnés dans le document de base visé par l'AMF n'ont pas subi de modifications.

Commentaires sur les événements postérieurs et les perspectives

Augmentation des Fonds propres et admission des titres de la Société sur Alternext Paris (se reporter au descriptif des faits marquants, aux commentaires sur la situation financière ainsi qu'à la note 31 « Événements post-clôture » des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2014)

Poursuite des investissements commerciaux et marketing

Conformément à sa stratégie de déploiement international par étapes, le Groupe s'apprête à ouvrir un bureau à Singapour après avoir validé le potentiel commercial de ce pays et l'intérêt local pour les produits Lucibel. Le développement de Lucibel auprès des grands comptes internationaux, à l'image des récents contrats signés avec le Groupe PSA (cf. *communiqué de presse du 18 juillet 2014*), doit également lui permettre de renforcer son activité à l'export.

Perspectives

Compte tenu des tendances constatées depuis le début de l'exercice, le Groupe devrait connaître une nouvelle année de croissance significative. Conjuguée à la maîtrise de ses dépenses opérationnelles, Lucibel estime que cette croissance attendue doit lui permettre d'atteindre son objectif d'un EBITDA à l'équilibre dès 2015.

Commentaires sur les parties liées

Les opérations réalisées avec les parties liées n'ont pas été modifiées de façon significative depuis le 31 décembre 2013.

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2014

1. COMPTES DE RESULTAT

Données en milliers d'euros	Notes	30.06.2014	30.06.2013
Chiffre d'affaires	5	12 012	8 954
Achats consommés		(5 716)	(4 996)
Charges externes	6	(4 207)	(2 992)
Charges de personnel	7	(6 409)	(3 777)
Impôts et taxes		(168)	(97)
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	8	(667)	(633)
Autres produits et charges d'exploitation	9	399	374
Résultat opérationnel courant		(4 756)	(3 167)
Autres produits et charges opérationnels	10	(6)	(45)
Résultat opérationnel		(4 762)	(3 212)
Part dans le résultat des entités mises en équivalence	17	(36)	(35)
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entités mises en équivalence		(4 798)	(3 247)
<i>Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie</i>		3	(1)
<i>Coût de l'endettement financier brut hors emprunt obligataire</i>		(139)	(60)
<i>Coût de l'emprunt obligataire convertible en actions</i>		(576)	-
Coût de l'endettement financier net		(712)	(61)
Autres produits et charges financiers		(38)	(37)
Résultat financier	11	(750)	(98)
Impôt sur les résultats	12	850	10
Résultat net		(4 698)	(3 335)
<i>Dont part attribuable aux actionnaires de la société mère</i>		(4 701)	(3 324)
<i>Dont part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle</i>		3	(11)
Résultat net par action :	13		
<i>Résultat net (Part attribuable aux actionnaires de la société mère) par action</i>		(0,75)	(0,63)
<i>Résultat net (Part attribuable aux actionnaires de la société mère) dilué par action</i>		(0,75)	(0,63)

2. ETATS DU RESULTAT GLOBAL

Données en milliers d'euros	30.06.2014	30.06.2013
Résultat net de la période	(4 698)	(3 335)
<i>Écarts de change résultant de la conversion des états financiers des filiales étrangères</i>	(10)	(14)
<i>Variation de la juste valeur des instruments de couverture de change</i>	-	-
Total des autres éléments du résultat global	(10)	(14)
Résultat net global	(4 708)	(3 349)
<i>Part attribuable aux actionnaires de la société mère</i>	(4 711)	(3 337)
<i>Part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	3	(12)

3. ETATS DE LA SITUATION FINANCIERE

ACTIFS – en milliers d’euros	Notes	30.06.2014	31.12.2013
Ecarts d’acquisition	14	8 512	9 495
Immobilisations incorporelles	15	3 844	2 169
Immobilisations corporelles	16	387	314
Entités mises en équivalence	17	-	-
Prêts et dépôts		137	119
Impôts différés actifs		4	4
Total des actifs non courants		12 884	12 101
Stocks	18	6 038	4 070
Clients et comptes rattachés	19	6 365	7 453
Autres actifs courants	20	2 565	1 446
Créances d’impôts courants		163	83
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21	3 156	9 306
Total actifs courants		18 287	22 358
TOTAL DES ACTIFS		31 171	34 459

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS – en milliers d’euros	Notes	30.06.2014	31.12.2013
Capital		6 326	6 255
Prime d’émission		19 208	18 955
Actions propres		-	-
Ecart de conversion		15	25
Réserves et résultat accumulés		(24 213)	(20 741)
Total capitaux propres, part du groupe		1 336	4 494
Capitaux propres, part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle		(5)	(8)
Capitaux propres	22	1 331	4 486
Emprunt obligataire convertible en actions	26	9 702	9 125
Emprunts et dettes financières	26	4 769	5 491
Autres passifs non courants	27	1 034	888
Avantages au personnel	24	101	84
Provisions – part non courante	25	490	361
Impôts différés passifs		1	358
Total des passifs non courants		16 097	16 307
Emprunts et concours bancaires (part à moins d’un an)	26	2 965	3 254
Provisions – part courante	25	434	343
Fournisseurs et comptes rattachés	28	5 091	3 694
Autres passifs courants	29	5 253	6 375
Total des passifs courants		13 743	13 666
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		31 171	34 459

4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

Données en milliers d'euros, sauf nombre d'actions	Capital		Primes d'émission	Réserves et Résultats accumulés	Autres		Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires de la société mère	Capitaux propres, part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle	Total
	Nbre d'actions	Montant			Actions propres	Ecart de conversion			
Au 31/12/2012	4 522 932	4 523	7 212	(12 035)	(15)	(2)	(317)	3	(314)
Augmentations de capital	1 285 524	1285	8 359	-	-	-	9 644	-	9 644
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	161	-	-	161	-	161
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	15	-	15	-	15
Résultat net de la période	-	-	-	(3 324)	-	-	(3 324)	(11)	(3 335)
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	(13)	(13)	-	(13)
Engagements de rachat d'actions	-	-	-	(1 200)	-	-	(1 200)	(209)	(1 409)
Autres variations	-	-	-	3	-	-	3	-	3
Au 30/06/2013	5 808 456	5 808	15 571	(16 395)	-	(15)	4 969	(217)	4 752
Au 31/12/2012	4 522 932	4 523	7 212	(12 035)	(15)	(2)	(317)	3	(314)
Augmentations de capital	1 731 748	1 732	11 743	-	-	-	13 475	-	13 475
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	447	-	-	447	-	447
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	15	-	15	-	15
Résultat net de la période	-	-	-	(7 233)	-	-	(7 233)	(7)	(7 240)
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	27	27	-	27
Engagements rachat actions	-	-	-	(1 924)	-	-	(1 924)	-	(1 924)
Autres variations	-	-	-	4	-	-	4	(4)	-
Au 31/12/2013	6 254 680	6 255	18 955	(20 741)	-	25	4 494	(8)	4 486
Augmentations de capital	71 150	71	253	-	-	-	324	-	324
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	478	-	-	478	-	478
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	0	-	-
Résultat net de la période	-	-	-	(4 701)	-	-	(4 701)	3	(4 698)
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	(10)	(10)	-	(10)
Frais relatifs à l'émission d'actions	-	-	-	(281)	-	-	(281)	-	(281)
Engagements de rachat d'actions	-	-	-	1 034	-	-	1 034	-	1 034
Autres variations	-	-	-	(2)	-	-	(2)	-	(2)
Au 30/06/2014	6 325 830	6 326	19 208	(24 213)	-	15	1 336	(5)	1 331

5. TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

Données en milliers d'euros	30.06.2014	30.06.2013
Résultat net consolidé (y compris part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle)	(4 698)	(3 335)
Quote-part de résultat des entités mises en équivalence	36	35
Dotations nettes aux amortissements et provisions (hors dépréciation des actifs courants constatée dans la ligne de variation des créances clients et des stocks ci-dessous)	412	492
Paievements en actions	478	161
Gains ou pertes sur cession	5	39
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	(3 767)	(2 608)
Elimination du coût de l'endettement financier	712	61
Produit / Charge d'impôt sur le résultat	(850)	(10)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	(3 905)	(2 557)
Impôt sur le résultat versé	(123)	245
Variation des stocks	(1 967)	375
Variation des créances clients	753	(1 336)
Variation des dettes fournisseurs	1226	719
Variation des autres actifs et passifs opérationnels	(524)	(1 199)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (B)	(4 540)	(3 753)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(164)	(107)
Décaissements liés aux frais de développement immobilisés	(328)	(204)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	13
Décaissements liés aux prêts et dépôts	(9)	(8)
Investissements dans les entités MEE	-	(51)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	-	16
Flux de trésorerie liés aux opérations de regroupement d'entreprise (1)	-	(890)
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement (C)	(501)	(1 231)
Augmentation de capital	322	6 060
Frais d'émission d'augmentation de capital	(281)	
Remboursement d'emprunts et de dettes financières	(528)	(546)
Emissions d'emprunts et de dettes financières	7	207
Emission d'emprunt obligataire convertible en actions	-	-
Variation des passifs financiers relatifs à l'affacturage	(505)	188
Intérêts financiers nets versés	(162)	(113)
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement (D)	(1 147)	5 796
Incidence des variations des cours de devises (E)	2	7
Variation de trésorerie nette (B+C+D+E)	(6 188)	819
<i>Trésorerie à l'ouverture (*)</i>	<i>9 306</i>	<i>1 347</i>
<i>Trésorerie à la clôture (*)</i>	<i>3 118</i>	<i>2 166</i>

(*) Dont soldes créditeurs de banque figurant au passif de l'état de la situation financière dans la rubrique "Passifs financiers courants"

- (1) Au 30 Juin 2013 les flux de trésorerie liés aux regroupements d'entreprises se décomposent comme suit :

Données en milliers d'euros	Cordel
Décaissements liés aux acquisitions de titres consolidés	(921)
Trésorerie acquise	31
Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre	(890)

6. ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

ASPECTS GENERAUX

- Note 1 Faits marquants de la période
- Note 2 Comptes consolidés et principes comptables
- Note 3 Regroupements d'entreprises
- Note 4 Secteurs opérationnels

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

- Note 5 Chiffre d'affaires
- Note 6 Charges externes
- Note 7 Effectifs et charges de personnel
- Note 8 Dotations et reprises aux amortissements et provisions
- Note 9 Autres produits et charges d'exploitation
- Note 10 Autres produits et charges opérationnels
- Note 11 Résultat financier
- Note 12 Impôts sur les résultats
- Note 13 Résultat par action

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

- Note 14 Écarts d'acquisition et regroupements d'entreprise
- Note 15 Immobilisations incorporelles
- Note 16 Immobilisations corporelles
- Note 17 Entités mises en équivalence
- Note 18 Stocks
- Note 19 Clients et comptes rattachés
- Note 20 Autres actifs courants
- Note 21 Trésorerie et équivalents de trésorerie
- Note 22 Capitaux propres et informations sur le capital
- Note 23 Plan d'options et assimilés
- Note 24 Provisions pour retraites
- Note 25 Provisions
- Note 26 Emprunts et autres dettes financières
- Note 27 Autres passifs non courants
- Note 28 Fournisseurs et comptes rattachés
- Note 29 Autres passifs courants

AUTRES INFORMATIONS

- Note 30 Informations sur les parties liées
- Note 31 Événements post-clôture

ASPECTS GENERAUX

Informations relatives à l'entreprise

Le Groupe Lucibel (le « **Groupe** ») est spécialisé dans la conception et la distribution de solutions d'éclairage innovantes basées en particulier sur la technologie LED (*Light-Emitting Diode*, ou diode électroluminescente). Le Groupe est positionné pour l'essentiel sur les segments du marché professionnels pour lesquels ses solutions LED apportent une valeur d'usage maximale, à savoir les commerces, Cafés, Hôtels et Restaurants (CHR), les bureaux et l'industrie et, enfin les collectivités publiques.

La société mère du Groupe, Lucibel SA (la « **Société** »), créée en 2008, est une société anonyme ayant son siège social à Rueil Malmaison (France) et régie par les dispositions de la loi française.

Le Groupe Lucibel compte 210 collaborateurs au 30 Juin 2014 et a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 12 millions d'euros au cours des 6 premiers mois de l'exercice 2014.

NOTE 1 - Faits marquants de la période

Les faits marquants du semestre écoulé sont les suivants :

- Engagement du processus d'introduction en bourse de la Société en vue de la levée des fonds nécessaires au financement de la croissance organique du Groupe, en France et à l'international, à la poursuite de sa stratégie d'acquisitions ciblées et au renforcement des capacités d'innovation. Ce processus a abouti à la clôture, en juillet 2014, d'un placement privé auprès d'investisseurs qualifiés puis à l'admission le 16 juillet 2014 des actions de la Société sur le marché Alternext Paris (Cf note 31 *Evénements post-clôture*),
- Poursuite des investissements sur le marché des solutions d'éclairage LED, concentrés sur l'innovation et le développement produits ainsi que l'élargissement des réseaux de commercialisation en France et à l'international ;
 - renforcement significatif des moyens humains au niveau technique, marketing et commercial, visant à accompagner le développement du périmètre d'activités de la Société ;
 - création en avril d'une nouvelle filiale de distribution du groupe au Maroc (Casablanca), Lucibel Africa, afin d'organiser et de développer la commercialisation des produits et solutions du groupe sur le continent africain.
- Conclusion en mai 2014 d'un accord avec le groupe Schneider Electric en vue du développement par Lucibel d'une activité de développement, de production et d'assemblage de solutions LED à forte valeur ajoutée sur le site de Schneider Electric situé à Barentin (Haute-Normandie), destinées aux clients européens du Groupe. Cet accord a conduit à la constitution en juin 2014 de la filiale Lucibel Barentin, détenue à 100% par la Société et qui sera en charge de l'exploitation de ce site.

NOTE 2 – Comptes consolidés et principes comptables

Les états financiers consolidés du groupe LUCIBEL arrêtés au 31 décembre 2013 ont été établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Boards (IASB) et adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2013. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm).

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2014 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2013.

Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2014 du Groupe Lucibel (« le Groupe ») ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 11 septembre 2014.

Règles et méthodes comptables

Les règles et méthodes comptables retenues pour l'établissement des comptes intermédiaires consolidés sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2013.

Le Groupe a appliqué au 30 juin 2014 les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations suivantes, entrées en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2014, sans effet significatif sur les comptes semestriels présentés :

- **Amendements à IAS 32** « Instruments financiers – Présentation », concernant la compensation d'actifs et passifs financiers, adoptés par l'Union européenne en décembre 2012,
- **IFRS 10** « États financiers consolidés », **IFRS 11** « Partenariats » et **IFRS 12** « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », et **amendements** consécutifs sur **IAS 27** et **IAS 28**, adoptés par l'Union européenne en décembre 2012,
- **Amendements à IFRS 10, 11 et 12**, concernant les modalités de transition, adoptés par l'Union européenne en avril 2013,
- **Amendements à IAS 36** « Dépréciations d'actifs », concernant les informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers, adoptés par l'Union européenne en décembre 2013,
- **Amendements à IAS 39** « Instruments financiers », concernant le maintien de la comptabilité de couverture en cas de novation de dérivés, adoptés par l'Union européenne en décembre 2013.

Texte d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2014

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients » ;
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 visant à clarifier les méthodes d'amortissement et de dépréciation acceptables
- Amendements résultant des processus d'améliorations annuelles des normes IFRS 2010-2012 et 2011-2013
- IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique »

Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union Européenne, ces normes, interprétations et amendements sont d'application obligatoires au 1^{er} janvier 2015 ou ultérieurement.

Comparabilité des exercices

Les comptes intermédiaires pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014 ne sont pas comparables avec les comptes de la même période 2013 en raison des opérations de croissance externe intervenues en 2013 (Cordel au 1^{er} Mars 2013 et Procédés Hallier le 30 décembre 2013),

Continuité d'exploitation

Au 30 juin 2014, le Groupe dispose d'une trésorerie disponible de 3.156 K€ et de capitaux propres positifs à hauteur de 1.331 K€. A cette date, le montant des emprunts courants s'élève à 2.965 K€ hors emprunt obligataire convertible. Le processus d'introduction en bourse engagé au cours du premier

semestre 2014 et clôturé en date du 16 juillet 2014 permet de couvrir les besoins de financement du Groupe et de renforcer les fonds propres.

La Société demeure en contact avec de nombreux investisseurs et étudie de façon régulière diverses solutions de recours à de nouveaux financements afin de continuer à financer son développement.

Ces éléments ont été pris en considération pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes consolidés au 30 juin 2014.

Jugement et recours à des estimations

Les actifs et passifs sont évalués sur la base du coût historique sauf lorsqu'une norme IFRS requiert l'utilisation de la juste valeur, ou sur option du Groupe lorsque la norme le permet.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite, de la part de la Direction de Lucibel, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur les montants des actifs et des passifs, sur ceux des produits et des charges, et sur l'information donnée dans les notes aux états financiers.

Les estimations et les hypothèses sont déterminées en recourant aux éléments d'expérience opérationnelle accumulée, aux données de marché ou du secteur disponibles et à d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs dans l'application des principes comptables retenus par le Groupe. Les montants définitifs qui figureront dans les futurs états financiers de Lucibel pourront être différents des valeurs actuellement estimées. Ces estimations et hypothèses sont réexaminées de façon continue.

Les estimations retenues qui contribuent de manière significative à la présentation des états financiers portent notamment sur les éléments suivants :

- Evaluation des actifs incorporels identifiables dans le cadre des regroupements d'entreprises

La détermination de la juste valeur des actifs incorporels identifiables acquis lors des regroupements d'entreprise se fonde sur un certain nombre d'hypothèses financières (en particulier taux d'actualisation), de marché et de rentabilité opérationnelle que les participants de marché utiliseraient pour fixer le prix de ces immobilisations incorporelles. L'allocation du prix d'acquisition des sociétés acquises au cours des exercices présentés figure en notes 3 et 14 de l'annexe.

- Attribution d'options, de bons de souscriptions d'actions ou de bons de souscriptions de parts de créateur d'entreprise,

La détermination de la juste valeur des paiements fondés sur des actions est basée sur le modèle Black & Scholes de valorisation d'options qui prend en compte des hypothèses sur des variables complexes et subjectives. Ces variables incluent notamment la valeur des titres de Lucibel, la volatilité attendue du cours de l'action sur la durée de vie de l'instrument ainsi que le comportement actuel et futur des détenteurs de ces instruments. Il existe un risque inhérent élevé de subjectivité découlant de l'utilisation d'un modèle de valorisation d'options dans la détermination de la juste valeur des paiements fondés sur des actions conformément à la norme IFRS 2. Les hypothèses de valorisation retenues sont présentées en note 23.

- Reconnaissance des frais de développement à l'actif

Lucibel consacre des efforts importants à la recherche et au développement. Dans ce cadre, Lucibel doit effectuer des jugements et interprétations pour la détermination des frais de développement qui doivent être capitalisés lorsque les six critères définis par la norme IAS 38 sont satisfaits.

- Provisions

Lucibel peut être impliquée dans des procédures judiciaires, administratives ou réglementaires dans le cours normal de son activité. Une provision est enregistrée par Lucibel dès lors qu'il existe une probabilité suffisante que de tels litiges entraîneront des coûts à sa charge. Lucibel met en œuvre des jugements et des interprétations afin de déterminer sa meilleure estimation du risque encouru et d'établir le niveau de provisionnement du risque. Les provisions sont présentées en note 25.

NOTE 3 - Regroupements d'entreprise

Prise de contrôle de Cordel : allocation définitive du prix d'acquisition

Au cours de l'exercice 2013, Lucibel a acquis 100% des titres de la société Cordel Développement, holding de détention de la société Cordel SAS spécialisée dans le shoplighting. Un écart d'acquisition provisoire a été constaté au 31 décembre 2013 pour un montant de 7.097 K€.

Au cours du premier semestre 2014, l'allocation définitive du prix d'acquisition a conduit à reconnaître la valeur de la marque Cordel estimée à 1.475 K€ ainsi que l'impôt différé passif correspondant au taux de 33,33% soit 492 K€. En conséquence, l'écart d'acquisition définitif est évalué à 6.114 K€ au 30 juin 2014.

L'allocation du prix d'acquisition s'établit comme suit :

(en milliers d'euros)	Allocation provisoire	Affectation complémentaire	Allocation définitive
Immobilisations incorporelles	1 344	1 475	2 819
Immobilisations corporelles	4	-	4
Prêts et dépôts	6	-	6
Impôts différés actifs	-	-	0
Stocks	1 699	-	1 699
Clients et comptes rattachés	1 856	-	1 856
Autres actifs courants	1 030	-	1 030
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31	-	31
Total des actifs (1)	5 970	1 475	7 445
Emprunts et dettes financières non courants	2 927	-	2 927
Avantages au personnel	52	-	52
Impôts différés passifs	412	492	904
Emprunts et dettes financières courants	731	-	731
Provisions - part courante	11	-	11
Fournisseurs et comptes rattachés	1 092	-	1 092
Autres passifs courants	2 322	-	2 322
Total des passifs (2)	7 547	492	8 039
Actif net (1)-(2)	(1 577)		(594)
A. Actif net acquis	(1 577)		(594)
B. Contrepartie transférée	5 520		5 520
C. Ecart d'acquisition	7 097		6 114

L'allocation du prix d'acquisition a été établie conformément à IFRS 3R. L'écart d'acquisition reconnu au titre de cette acquisition reflète principalement les synergies attendues de cette opération.

Prise de contrôle de Procédés Hallier : allocation provisoire du prix d'acquisition

L'écart d'acquisition enregistré au titre de la prise de contrôle de Procédés Hallier n'a pas connu de variation sur le premier semestre 2014. L'allocation définitive du prix d'acquisition sera finalisée à l'issue d'une période de 12 mois suivant la date de prise de contrôle, conformément à IFRS 3R.

Autres mouvements de périmètre

Au cours de l'exercice 2014, les opérations suivantes ont été réalisées :

- création de la filiale Lucibel AFRICA, de droit marocain, détenue à 100% par la Société, dotée d'un capital de 1.000 KDAM (équivalent à 89 K€), dont l'objet est de commercialiser les produits et solutions du Groupe en Afrique du Nord,
- création de la filiale Lucibel BARENTIN, de droit français, détenue à 100% par la Société, dotée d'un capital de 250 K€, dont l'objet est la conception, l'assemblage et la production des produits et solutions LED conçus par la Société.

Ces opérations n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2014.

Périmètre de consolidation

Au 30 juin 2014, le périmètre de consolidation, constitué des filiales consolidées par intégration globale et des coentreprises consolidées par mise en équivalence s'établit comme suit :

Nom de la Société	Adresse du siège social	Pays d'activité	Méthode de consolidation (1)	% contrôle 2014	% intérêts 2014	% contrôle 2013	% intérêts 2013
Lucibel SA	3 Place Louis RENAULT, 92500 RUEIL MALMAISON	France	IG	Société mère		Société mère	
Cordel	20 quai du Commandant Malbert 29200 BREST	France	IG	100%	100%	100%	100%
Cordel Développement	20 quai du Commandant Malbert 29200 BREST	France	IG	100%	100%	100%	100%
Lucibel Retail	3 Place Louis RENAULT, 92500 RUEIL MALMAISON	France	IG	100%	100%	100%	100%
Lucibel Espana (2)	Regus World Trade Center, Muelle Barcelona, Edif. Sur 2a planta, 08039 BARCELONE	Espagne	IG	100%	100%	100%	100%
Lucibel Suisse	Chemin des Chalets 7, 1279 CHAVANNES DE BOGIS	Suisse	IG	100%	100%	100%	100%
Lucibel Middle East	P.O Box 341407 , Dubai Silicon Oasis, Suntech Tower, Office 609, DUBAÏ	EAU	IG	90%	90%	90%	90%
Lucibel Benelux	Battelsesteenweg 455E, 2800 MECHELEN,	Belgique	IG	100%	100%	100%	100%
Diligent Factory	3 floor, Youfu Building, RD 7 Qiaotou community, Fuyong Street, Baoan, Shenzen	Chine	IG	100%	100%	100%	100%
Lucibel Asia	UNIT 911, 9/F., CENTURY CENTRE, 44-46 HUNG TO ROAD, KWUNTONG, KOWLOON, HONG KONG	Chine (Hong Kong)	IG	100%	100%	100%	100%
Citéclair	30 rue de Lubeck, 75116 PARIS	France	MEQ	51%	51%	51%	51%
Procédés Hallier	69, rue Victor Hugo, 93100 MONTREUIL	France	IG	100%	100%	100%	100%
Lucibel Africa	22 rue Charam Achaykh Palmier, 20000 Casablanca	Maroc	IG	100%	100%	-	-
Lucibel Barentin	101 allée des vergers 76360 Barentin	France	IG	100%	100%	-	-

(1) IG: Intégration globale, MEQ : Mise en équivalence

(2) Filiales mises en sommeil au cours de l'exercice 2013

NOTE 4 - Secteurs opérationnels

L'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du reporting interne et reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de Lucibel.

Il n'existe qu'un seul pôle d'activité au sein du Groupe Lucibel qui regroupe les activités de développement et de commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de solutions LED.

NOTE 5 – Chiffre d'affaires

Répartition du CA selon la zone géographique des entités de facturation	30.06.2014	30.06.2013
France	10 592	6 809
Afrique - Moyen Orient	740	790
Europe et reste du monde	410	537
Asie Pacifique	270	818
Total	12 012	8 954

Répartition du CA selon la zone géographique des clients facturés	30.06.2014	30.06.2013
France	10 592	6 382
Afrique - Moyen Orient	740	790
Europe et reste du monde	420	1 605
Asie Pacifique	260	177
Total	12 012	8 954

Répartition du CA par nature	30.06.2014	30.06.2013
Ventes de marchandises	10 784	8 284
Prestations de services	1 228	670
Total	12 012	8 954

NOTE 6 - Charges externes

Répartition des charges externes	30.06.2014	30.06.2013
Sous traitance générale	37	29
Locations et charges locatives	511	300
Entretiens et réparations	160	49
Assurances	82	57
Etudes et recherche	64	158
Honoraires et commissions	1 180	738
Publicité	333	171
Transports sur achats et ventes	670	391
Frais déplacements - Missions - Réception	678	463
Frais postaux et téléphone	160	89
Services bancaires	64	47
Autres	268	500
Total	4 207	2 992

La croissance du poste « *Honoraires et commissions* » qui s'établit sur la période écoulée à 1.180 K€ contre 738 K€ en 2013 est liée à l'augmentation des commissions versées aux forces commerciales et aux rémunérations d'apporteurs d'affaires dans un contexte de forte montée en charge des activités du Groupe.

L'évolution du poste « *Publicité* » est corrélée à la présence du Groupe sur de nombreux salons professionnels dont le salon Light & Building Francfort en avril 2014.

Enfin, le poste « *Frais déplacements – Missions – Réception* » a augmenté de façon significative sur la période compte tenu de la forte montée en charge des ressources commerciales du Groupe et, notamment, de l'intégration des activités de ventes directes de Cordel.

NOTE 7 - Effectifs et charges de personnel

Effectifs

Au 30 juin 2014, l'effectif total du Groupe hors personnel mis à disposition et hors effectif des co-entreprises s'élève à 210 contre 181 au 30 juin 2013 et 191 au 31 décembre 2013.

Charges de personnel

Au 30 juin 2014, les charges de personnel, y compris les provisions pour retraite (nettes des reprises) et paiement en actions, se sont élevées à 6.409 K€ contre 3.777 K€ sur la même période en 2013, réparties comme suit :

(en milliers d'euros)	30.06.2014	30.06.2013
Rémunérations et charges sociales	5 913	3 616
Provision pour retraite	18	-
Incidence des paiements en actions (BSPCE, Options)	313	161
Incidence des paiements en actions (transaction Hallier)	165	-
Total	6 409	3 777

NOTE 8 - Dotations et reprises aux amortissements et provisions

Dotations et reprises d'amortissements et provisions (en milliers d'euros)	30.06.2014	30.06.2013
Dot. / Rep. - amortissements sur immo. Incorporelles	171	144
Dot. / Rep. provisions - amortissements sur immo. corporelles	57	166
Dot. / Rep. provisions sur stock de marchandises	105	84
Dot. / Rep. provisions sur créances clients	137	57
Dot. / Rep. provisions	197	181
Total	667	633

NOTE 9 - Autres produits et charges d'exploitation

(en milliers d'euros)	30.06.2014	30.06.2013
Frais de développement capitalisés	306	204
Autres produits	112	196
Autres charges nettes	(19)	(26)
Total	399	374

NOTE 10 - Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	30.06.2014	30.06.2013
Pertes sur cession	(5)	(39)
Autres charges opérationnels	(1)	(6)
Total	(6)	(45)

NOTE 11 - Résultat financier

Les principales composantes du résultat financier sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	30.06.2014	30.06.2013
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	3	(1)
Coût de l'endettement financier brut hors emprunt obligataire	(139)	(60)
Coût de l'emprunt obligataire convertible en actions	(576)	-
Coût de l'endettement financier net	(712)	(61)
Gains (pertes) nets de change	(48)	(19)
Autres charges et produits financiers	10	(18)
Autres produits et charges financiers	(38)	(37)
Résultat financier	(750)	(98)

NOTE 12 - Impôts sur les résultats

Ventilation de la charge ou du produit d'impôt

Le produit d'impôt sur les bénéfices se ventile comme suit :

(en milliers d'euros)	30.06.2014	30.06.2013
(Charge) Produit d'impôt courant	-	(12)
(Charge) Produit d'impôts différés	850	22
Total	850	10

En 2014, le Groupe a enregistré un produit d'impôt de 850 K€, correspondant à l'activation de reports déficitaires à hauteur des impôts différés passifs évalués dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition du groupe Cordel. Cette incidence est liée à l'adhésion de Cordel au groupe d'intégration fiscale constitué par la Société à effet au 1^{er} janvier 2014.

Rapprochement de l'impôt comptabilisé et de l'impôt théorique

L'écart entre l'impôt sur les sociétés calculé selon le taux en vigueur en France et le produit ou la charge d'impôt au compte de résultat s'analyse comme suit

(en milliers d'euros)	30.06.2014	30.06.2013
Résultat avant impôt hors résultat des mises en équivalence	(5 511)	(3 311)
<i>Taux d'impôt en vigueur</i>	<i>33,33%</i>	<i>33,33%</i>
(Charge) Produit d'impôt théorique calculé au taux en vigueur	1 837	1 104
Incidence sur la (charge) produit d'impôt des :		
Déficits antérieurs non activés utilisés	78	89
Déficits de la période non activés	(805)	(1 017)
Déficits antérieurs activés sur l'exercice	-	-
Différentiel de taux	(21)	(62)
Impôt sur la charge calculée au titre d'IFRS 2	(159)	(54)
Autres éléments	(80)	(50)
(Charge) Produit d'impôt constaté au compte de résultat	850	10

NOTE 13 - Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Les instruments donnant droit au capital de façon différée (BSA, BSPCE et options, voir note 23) sont considérés comme anti dilutifs car ils induisent une augmentation du résultat par action. Ainsi le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

Résultat par action	30.06.2014	30.06.2013
Résultat de l'exercice (en milliers d'euros)	(4 701)	(3 324)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	6 275 030	5 297 104
Résultat de base par actions (€/ action)	(0,75)	(0,63)
Résultat dilué par action (€/ action)	(0,75)	(0,63)

NOTE 14 - Écarts d'acquisition – regroupements d'entreprises

La variation des écarts d'acquisition en valeur nette se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013
Valeur nette en début d'exercice	9 495	48
Mouvement de périmètre	-	9 495
Affectation définitive écart acquisition Cordel	(983)	-
Perte de valeur	-	(48)
Valeur nette en fin d'exercice	8 512	9 495

L'affectation définitive de l'écart d'acquisition de Cordel a conduit à constater une marque d'une valeur de 1.475 K€ et un impôt différé passif de 492 K€, soit une réduction de l'écart d'acquisition provisoire Cordel de 983 K€. En conséquence l'écart d'acquisition définitif Cordel s'établit à 6.114 K€.

NOTE 15 - Immobilisations incorporelles

VALEUR BRUTE (en milliers d'euros)	Frais de développement	Relations clients	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Total
Au 31 décembre 2013	112	1317	440	761	2 630
Acquisitions			48	329	377
Sorties				(5)	(5)
Affectation définitive écart acquisition Cordel			1475		1 475
Autres variations	389			(389)	0
Au 30 juin 2014	501	1317	1963	696	4 477

AMORTISSEMENTS (en milliers d'euros)	Frais de développement	Relations clients	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Total
Au 31 décembre 2013	(23)	(157)	(281)	-	-461
Dotations	(35)	(94)	(43)		-172
Sorties					-
Entrées de périmètre					-
Au 30 juin 2014	(58)	(251)	(324)	-	(633)

VALEUR NETTE	Frais de développement	Relations clients	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Total
Au 31 décembre 2013	89	1 160	159	761	2 169
Au 30 juin 2014	443	1 066	1 639	696	3 844

Les acquisitions de la période correspondent principalement à des frais de développement sur des projets lancés en production sur l'exercice et en cours de développement à la clôture.

NOTE 16 - Immobilisations corporelles

VALEUR BRUTE (en milliers d'euros)	Matériels et outillages – Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Total
Au 31 décembre 2013	454	316	770
Acquisitions	75	55	130
Sorties			-
Entrées de périmètre			-
Autres variations	(31)	31	-
Au 30 Juin 2014	498	402	900

AMORTISSEMENTS (en milliers d'euros)	Matériels et outillages – Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Total
Au 31 décembre 2013	(223)	(233)	(456)
Dotations	(19)	(38)	(57)
Sorties			0
Entrées de périmètre			0
Au 30 Juin 2014	(242)	(271)	(513)

VALEUR NETTE	Matériels et outillages – Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Total
Au 31 décembre 2013	231	83	314
Au 30 Juin 2014	256	131	387

NOTE 17 - Entités mises en équivalence

Au 30 juin 2014, la société Citéclaire détenue à 51% par Lucibel mais dont le contrôle est exercé conjointement est mise en équivalence.

(en milliers d'euros)	CITECLAIRE
Pourcentage de contrôle	51,00%
Valeur comptable de l'actif net détenu	0
Quote-part de résultat	(36)
Contribution aux capitaux propres consolidés	(107)

Le chiffre d'affaires et le résultat de Citéclaire au titre du premier semestre 2014 se sont élevés respectivement à 25 K€ et (63) K€.

Le Groupe a augmenté la provision pour risque filiale de 36 K€ pour l'établir à 55 K€ ramenant ainsi à zéro la valeur de cet actif au 30 juin 2014.

NOTE 18 - Stocks

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013
Valeur brute matières premières et composants	550	647
Valeur brute marchandises	6 316	4 145
Provisions cumulées	(828)	(722)
Valeur nette	6 038	4 070

La valeur nette des stocks au 30 juin 2014 s'établit à 6.038 K€ contre 4.070 K€ au 31 décembre 2013. Elle correspond principalement à la valeur nette des composants et produits solutions LED.

Les provisions pour dépréciation constatées à la clôture du 30 juin 2014 prennent en considération l'obsolescence et les difficultés d'écoulement de certains produits finis.

Au cours du semestre, la variation des provisions sur stocks se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	Provisions sur stocks
Au 31 décembre 2013	722
Dotations	137
Reprises	(31)
Variations de périmètre	-
Au 30 Juin 2014	828

NOTE 19 - Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013
Valeur brute	6 804	7 755
Provisions cumulées	(439)	(302)
Valeur nette	6 365	7 453
<i>Créances nettes à moins d'un an</i>	<i>6 365</i>	<i>7 453</i>

Le Groupe Lucibel dispose de plusieurs contrats de cessions de créances commerciales sous forme d'affacturage :

- le premier, conclu en octobre 2011 pour une durée indéterminée avec HSBC Factoring, couvrant l'activité de Lucibel SA en France,
- le second, conclu en mars 2012 pour une durée indéterminée, avec GE FactoFrance, pour l'activité de Cordel en France,
- le dernier, conclu en novembre 2012 pour une durée indéterminée avec HSBC Factoring, pour l'activité de Lucibel Retail en France.

Dans le cadre de ces contrats, ces trois sociétés ont convenu de vendre, sur une base renouvelable, certaines de leurs créances clients. Conformément aux dispositions des contrats, les filiales, en tant que cédantes, demeurent exposées aux risques de crédit et de délais de paiement. Ainsi, les risques et avantages ne pouvant être considérés comme intégralement transférés, les créances clients ne peuvent pas être déconsolidées.

Le poste "Clients" comprend ainsi un encours de créances cédées pour un montant de 2.892 K€ au 30 juin 2014 (4.647 K€ au 31 décembre 2013). La part à moins d'un an des passifs financiers correspondant aux avances de trésorerie faites par les factor du groupe sur créances clients non encore recouvrées correspond à 2.068 K€ au 30 juin 2014 (2.573 K€ au 31 décembre 2013).

Au 30 juin 2014, les retenues de garantie appliquées par les factor du groupe représentent 434 K€ contre 779 K€ au 31 décembre 2013.

En conséquence, l'encours non financé par les organismes d'affacturage s'élève à 390 K€ au 30 juin 2014 et à 1.294 K€ au 31 décembre 2013.

NOTE 20 - Autres actifs courants

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013
Etat – crédit d'impôt recherche	512	337
Créances fiscales et sociales	1 249	545
Charges constatées d'avance	185	162
Autres actifs à court terme	619	402
Total des autres actifs courants	2 565	1 446

La société Lucibel SA est la seule société du Groupe qui déclare, depuis l'exercice 2012, du crédit impôt recherche (« CIR »). La créance de crédit impôt recherche comptabilisée au 30 juin 2014 inclut le CIR 2013 et 2014 (6 mois).

Le poste « *Autres actifs à court terme* » comprend principalement des acomptes versés aux fournisseurs sur des commandes en cours.

NOTE 21 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013
Disponibilités	3 156	3 498
Valeurs mobilières de placement et comptes à terme	-	5 808
Total Trésorerie et Equivalents de trésorerie	3 156	9 306

Au 30 Juin 2014, les disponibilités sont détenues en France à hauteur de 2.873 K€, en Europe (hors France) pour 51 K€ et dans le reste du monde pour 232 K€.

NOTE 22 - Capitaux propres et informations sur le capital

Au 30 Juin 2014, le capital social s'élève à 6.326 K€ contre 6.255 K€ au 31 décembre 2013, et est intégralement libéré. Il est composé de 6.325.830 actions d'une seule catégorie et d'une valeur nominale de 1 euro par action, inchangée depuis la constitution de Lucibel SA.

A cette date, le capital social est détenu par le dirigeant fondateur de la Société et sa famille à hauteur de 26%. Les actions restantes sont principalement détenues par des investisseurs financiers (56,0%) et par les autres dirigeants, les salariés et les administrateurs du Groupe (18%).

Au cours du premier semestre 2014, les principales opérations portant sur le capital social de la Société correspondent à des augmentations de capital ayant conduit à l'émission de 71.150 actions nouvelles de la Société par exercice de 25.000 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise au prix de 1 euro par action et de 46.150 bons de souscription d'actions au prix de 6,5 euros par action.

NOTE 23 - Plans d'options et assimilés

La charge comptable semestrielle liée à l'ensemble des paiements sur base d'actions s'analyse comme suit :

Données en milliers d'euros	30.06.2014	30.06.2013
Plans de BSPCE	242	120
Plans de stock-options	70	41
Plans de BSA	-	-
Total charges constatées au titre des paiements fondés sur des actions	313	161

Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« BSPCE »)

Un nouveau programme d'émission de BSPCE a été approuvé par les actionnaires de la Société en mars 2014. Ce programme présente les mêmes caractéristiques que les programmes précédents, à savoir :

- Chaque BSPCE donne le droit de souscrire à une action,
- Pour chaque émission, 50% des bons sont exerçables 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution,
- Les BSPCE devenus exerçables peuvent être exercés à tout moment au cours de leur période de validité de 5 ans,
- En cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les BSPCE non encore acquis (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le Conseil d'administration).

Ce programme permet d'augmenter le capital social d'un montant nominal maximal de 400 K€. Au 30 juin 2014, un total de 184.500 BSPCE a été attribué dans le cadre de ce programme, à un prix d'exercice de 9,5 euros par action.

Par ailleurs, 45.000 BSPCE complémentaires ont été attribués au cours du premier semestre 2014 dans le cadre du programme autorisé par les actionnaires de la Société en juin 2013.

Les plafonds d'émission autorisés sont communs à l'émission de stock options.

Une synthèse des opérations d'émission de BSPCE est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux bons attribués et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
Solde au 31 décembre 2013	794 000	5,04
Attribués	229 500	9,50
Exercés	(25 000)	1,00
Annulés	-	-
Solde au 30 Juin 2014	998 500	6,17

Au 30 juin 2014, 327.500 actions peuvent être souscrites suite à l'exercice des bons attribués à ce jour.

Options de souscription et/ ou d'achat d'actions

Les programmes d'options bénéficient aux salariés et mandataires sociaux éligibles de Lucibel SA et des sociétés ou filiales qui lui sont liées.

En mars 2014, les actionnaires de la Société ont autorisé le Conseil d'administration à procéder à une nouvelle allocation d'options donnant droit à la souscription d'actions et permettant d'augmenter le capital social d'un montant nominal maximum de 400 K€, au profit des salariés et mandataires sociaux de la Société et des sociétés ou filiales qui lui sont liées, et ce dans un délai de 38 mois.

Conformément au texte de la résolution, le prix et les conditions d'exercice des options sont fixées par le Conseil d'administration. Au 30 juin 2014, 25.000 options ont été attribuées dans le cadre de ce programme, chaque option donnant le droit de souscrire à une action de la Société au prix de 9,5 euros par action.

Tous les programmes d'options présentent les caractéristiques suivantes :

- Chaque option donne le droit de souscrire à une action,
- Pour chaque émission, 50% des options sont exerçables 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution,
- Les options devenus exerçables peuvent être exercées à tout moment sur une période de 7 ans,
- En cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les options non encore acquises (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le Conseil d'administration).

Les plafonds d'émission autorisés sont communs à l'émission de BSPCE.

Au risque de devenir caduques, les options attribuées dans le cadre de ces plans devront être exercées dans un délai de 7 ans à compter de leur attribution, au plus tôt pour 50% deux ans après la date d'attribution et pour le solde à partir de la 3ème année.

Une synthèse des opérations d'émission d'options de souscription d'actions est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux options attribuées et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
Solde au 31 décembre 2013	122 750	6,50
Attribués	25 000	9,50
Exercés	-	-
Annulés	-	-
Solde au 30 Juin 2014	147 750	7,00

Au 30 juin 2014, 40.000 actions peuvent être souscrites suite à l'exercice des options attribuées à ce jour.

Bons de souscription d'actions (« BSA »)

Aucune nouvelle émission de BSA n'a été réalisée sur la période.

Une synthèse des opérations d'émission de bons de souscription d'actions est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux bons attribués et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
Solde au 31 décembre 2013	276 919	6,50
Attribués	-	-
Exercés	(46 150)	6,50
Annulés	-	-
Solde au 30 Juin 2014	230 769	6,50

Au 30 juin 2014, 230.769 actions peuvent être souscrites suite à l'exercice des BSA attribués à ce jour.

NOTE 24 - Provisions pour retraites

Ces provisions concernent essentiellement les régimes à prestations définies, non financés, en France. Au 30 Juin 2014, les engagements de retraite s'élèvent à 101 K€.

NOTE 25 - Provisions

(en milliers d'euros)	31.12.2013	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation de périmètre	Reclassements	30.06.2014
Provisions pour risque produit	685	252	(69)	-	-	-	868
Provisions à caractère social (*)	84	17	-	-	-	-	101
Autres provisions	19	-	-	-	-	36	55
Total provisions	788	269	(69)	-	-	36	1 024
<i>Dont part à plus d'un an</i>	<i>445</i>	<i>143</i>	<i>(34)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>36</i>	<i>590</i>
<i>Dont part à moins d'un an</i>	<i>343</i>	<i>126</i>	<i>(35)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>434</i>

(*) y compris provisions pour retraites

La provision pour risque produit couvre les coûts éventuels associés à un mauvais fonctionnement des produits commercialisés par le Groupe durant la période de garantie (généralement de deux ans). Cette provision est évaluée à partir d'une analyse de la nature et de la criticité des défauts identifiés et d'une estimation du coût des actions correctrices à mettre en œuvre (frais d'installation des produits remplacés inclus).

Les autres provisions pour risques sont évaluées au cas par cas.

Passifs éventuels

Dans le cadre de la gestion de ses activités, le Groupe est impliqué dans ou a engagé diverses procédures contentieuses ou pré contentieuses qui n'ont pas donné lieu à la constitution de provisions pour risques. Le Groupe estime que la situation financière consolidée ne serait pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable de ces procédures.

NOTE 26 - Emprunts et autres dettes financières

Emprunts et autres dettes financières	30-juin-14	Non courant	Courant	31-déc-13	Non courant	Courant
Emprunt obligataire	9 702	9 702	-	9 125	9 125	-
Autres emprunts	4 818	3 921	897	5 337	4 657	680
Avances conditionnées	848	848	-	834	834	-
Dettes financières relatives à l'affacturage (cf. note 19)	2 068	-	2 068	2 574	-	2 574
Autres emprunts et dettes financières	7 734	4 769	2 965	8 745	5 491	3 254
Total emprunts et autres dettes financières	17 436	14 471	2 965	17 870	14 616	3 254

Emprunt obligataire

La mise à juste la valeur de ce passif financier au 30 juin 2014 a conduit à enregistrer une charge financière de 577 K€(intérêts inclus).

Autres emprunts et avances conditionnées

Emprunts	Mise en place	Taux d'intérêt effectif	Au 30 juin 2014	Arrivant à maturité au cours des exercices suivants					
				30/06/2015	30/06/2016	30/06/2017	30/06/2018	30/06/2019	30/06/2020 et après
OSEO - PPA	févr-12	5,80%	152	2	30	30	30	30	30
SOFIRED - Prêt participatif	juin-12	5,50%	382	123	126	133	-	-	-
CM-CIC / Emprunt MT	juil-13	4,26%	434	98	99	103	107	27	-
OSEO / Preficir	août-13	5,23%	301	201	100	-	-	-	-
CREDIT MARITIME	févr-11	3,50%	902	214	221	229	238	-	-
BCME	févr-11	3,55%	902	214	221	229	238	-	-
OSEO - Contrat dev participatif	août-13	5,61%	1 005	5	150	200	200	200	250
OSEO - Prêt à l'innovation	août-13	5,89%	704	4	105	140	140	140	175
Concours bancaires			36	36					
Total Autres emprunts			4 818	897	1 052	1 064	953	397	455
Avances OSEO	sept-11		642	-	88	150	210	194	-
Assurance Prospection Export	2011		206	-	-	-	-	206	-
Total avances conditionnées			848	-	88	150	210	400	0
Total Autres emprunts et avances conditionnées			5 666	897	1 140	1 214	1 163	797	455

Au 30 juin 2014, le poste « *Autres emprunts* » s'établit à 4.818 K€ contre 5.337 K€ au 31 décembre 2013. Au cours du semestre écoulé, les principales variations sont liées au remboursement en juin 2014 de l'échéance annuelle des emprunts contractés auprès des banques Crédit Maritime et BCME. Le Groupe n'a pas contracté de nouveaux emprunts depuis le 1^{er} janvier 2014.

NOTE 27 - Autres passifs non courants

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013
Dettes sur immobilisations	325	325
Autres dettes	709	563
Total	1 034	888

Au 30 juin 2014, les dettes sur immobilisations correspondent à la juste valeur estimée des compléments de prix relatifs à la prise de contrôle de la société Procédés Hallier. Les autres dettes correspondent à la valorisation des engagements de rachat d'actions résultant de l'acte de cession conclu entre Lucibel et les actionnaires de Procédés Hallier.

NOTE 28 - Fournisseurs et comptes rattachés

Le poste fournisseurs et compte rattachés inclut le poste factures non parvenues et s'élève à 5 091 K€ au 30 juin 2014 contre 3 694 K€ au 31 décembre 2013. L'augmentation de ce poste est liée à celle de l'activité du Groupe.

NOTE 29 - Autres passifs courants

(en milliers d'euros)	30.06.2014	31.12.2013
Dettes sur immobilisations	1 290	1 277
Dettes fiscales et sociales	2 882	2 463
Produits constatés d'avance	829	866
Clients – avoirs à établir	179	251
Autres dettes	73	1 518
Total	5 253	6 375

Les dettes sur immobilisations correspondent essentiellement aux soldes des paiements différés afférents aux acquisitions de Cordel Développement (500 K€) et de Procédés Hallier (753 K€). Le paiement de ces deux passifs a été intégralement réalisé au cours du mois de juillet 2014.

Les produits constatés d'avance reconnus à hauteur de K€ 829 au 30 Juin 2014 correspondent pour 643 K€ à l'étalement du produit de crédit impôt recherche (CIR).

Le poste « Clients avoirs à établir » comprend notamment les remises de fin d'année octroyées aux clients distributeurs de la Société.

Les engagements de rachat d'actions vis-à-vis des anciens actionnaires de Cordel Développement, valorisés à 1.200 K€ au 31 décembre 2013 et inscrits au passif du bilan consolidé au poste « *Autres dettes* » sont devenus caducs au cours du premier semestre 2014.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE 30 - Informations sur les parties liées

Les soldes des créances et dettes envers les parties liées ainsi que les produits et charges comptabilisés sur le 1^{er} semestre 2014 et l'exercices clos le 31 décembre 2013 s'établissent comme suit :

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Créances clients	33	22
Autres Créances	-	-
Actif	33	22
Dettes fournisseurs	5	-
Autres dettes	-	-
Passif	5	-
(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Autres achats et charges externes	81	135
Charges de personnel	91	72
Charges	172	207
Chiffre d'affaires	14	18
Produits financiers	-	85
Produits	14	103

NOTE 31 - Événements post-clôture

Renforcement des fonds propres à hauteur de 17,1 M€ et introduction en Bourse de la Société

La Société a clôturé le 15 juillet 2014 une nouvelle levée de fonds sous la forme d'un placement privé majoritairement réalisé auprès de nouveaux investisseurs français et Internationaux et avec le support des actionnaires institutionnels existants de Lucibel (Aster Capital et CMCIC Capital Innovation). Ce placement privé a donné lieu à l'émission de 535 939 actions au prix de 14,25 € par action, ce qui représente un montant brut, prime d'émission incluse, de 7 637 K€.

En complément de cette levée de fonds, la Société a procédé le 16 juillet 2014 à la conversion en actions de la totalité des 1 200 000 obligations convertibles qui avaient été émises en décembre 2013, conformément aux dispositions du contrat d'émission. Cette conversion a été réalisée sur la base d'un prix par action de 13,90 € et a couvert également le montant des intérêts courus. Elle a entraîné la création de 684 432 actions nouvelles, soit une augmentation complémentaire des fonds propres de Lucibel S.A. à hauteur de 9 517 K€. A l'issue de ces deux opérations, les fonds propres de Lucibel ont été renforcés de 17 154 K€, comprenant un capital social de 7 546 K€, composé de 7 546 201 actions de valeur nominale de 1€ par action.

A la suite du placement privé, l'ensemble des actions de Lucibel ont été admises dès le 16 juillet 2014 à la cotation en continu sur le marché Alternext Paris, sous le mnémonique ALUCI. Les principaux actionnaires historiques, dirigeants et porteurs d'obligations convertibles se sont engagés à conserver leurs titres pendant au moins 180 jours à compter de l'admission des actions Lucibel sur Alternext Paris.

Les fonds levés dans le cadre du placement privé sont destinés à permettre à Lucibel de soutenir sa croissance organique, notamment par l'extension de son réseau de commercialisation tant en France qu'à l'international et de renforcer ses capacités d'innovation.

Montée au capital de la filiale Citeclaire

La Société a acquis le 22 juillet 2014 20% du capital de la filiale Citeclaire, spécialisée dans la commercialisation de solutions d'éclairage LED à destination des collectivités publiques françaises, pour une valeur de 46K€, portant ainsi sa participation dans le capital de Citeclaire de 51% à 80%. L'accord conclu prévoit par ailleurs la possibilité pour Lucibel d'acquérir les 20% résiduels du capital entre le 31 juillet 2015 (10%) et le 31 juillet 2016 (10%).

A l'issue de cette opération, les comptes de Citeclaire seront dorénavant consolidés par intégration globale.

Rachats d'actions

Dans le cadre de l'admission de ses titres sur le marché Alternext Paris et des autorisations de rachat d'actions approuvées par les actionnaires en mars 2014, la Société a mis en place un contrat de liquidité auprès d'un prestataire de services d'investissement, en allouant 200K€ à l'animation de son titre. Par ailleurs, elle a procédé le 7 août 2014 au rachat direct de 30.000 actions propres au prix moyen de 7,5€ par action.

**RAPPORT D'EXAMEN LIMITE DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR
LES COMPTES CONSOLIDES
SEMESTRIELS RESUMES
AU 30 JUIN 2014**

01 AUDIT ASSISTANCE
33, rue Anna Jacquin
92100 Boulogne-Billancourt
S.A.R.L. au capital de €106.928

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
Régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1
SAS à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
Régionale de Versailles

Lucibel S.A.

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2014

Monsieur le Président-Directeur Général,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Lucibel S.A. et en réponse à votre demande dans le cadre de la publication semestrielle du groupe, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés semestriels résumés, « les Comptes Semestriels » de celle-ci relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels que joints au présent rapport.

Nous précisons que votre société établissant pour la première fois des Comptes Semestriels au 30 juin 2014, les informations relatives à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013 présentées à titre comparatif n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen limité.

Ces Comptes Semestriels ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces Comptes Semestriels.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les Comptes Semestriels, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des Comptes Semestriels avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Boulogne-Billancourt et Paris-La Défense, le 15 septembre 2014

Les Commissaires aux Comptes

01 AUDIT ASSISTANCE

Brigitte Guillebert

ERNST & YOUNG Audit

Pierre-Henri Pagnon